

EUROSCEPTICISME OU EUROPHOBIE : PROTESTER OU SORTIR ?

Yves Bertoncini | directeur de Notre Europe – Institut Jacques Delors

Nicole Koenig | chercheur au Jacques Delors Institut – Berlin

RÉSUMÉ

“ **CE POLICY PAPER APPELLE À FAIRE UNE DISTINCTION PLUS NETTE ENTRE EUROSCEPTICISME ET EUROPHOBIE** ”

Six mois après les élections européennes de 2014, le moment est venu de faire le point sur la composition de la nébuleuse « eurosceptique » et sur son potentiel d’influence aux niveaux européen et national. **Ce Policy Paper fait valoir que l’euroscepticisme est une réalité qui concerne divers groupes politiques et appelle à faire une distinction plus nette entre un euroscepticisme plus modéré et l’europhobie.** Cet argumentaire est développé en trois parties :

1. Les multiples facettes de l’euroscepticisme

À la lumière des définitions et des typologies qui existent sur l’euroscepticisme, il est possible d’établir deux types de classifications. La première identifie **quatre éléments principaux sur lesquels se fonde l’euroscepticisme : la démocratie ; la souveraineté nationale ; le libéralisme, l’austérité et la solidarité ; enfin l’identité.** Sur cette base, les eurosceptiques critiquent ou rejettent l’Union européenne (UE) en tant que système politique, en tant qu’espace de libre circulation et de plus en plus, en tant qu’Union économique et monétaire. Ce phénomène peut ensuite être réparti en **deux sous-groupes** : d’une part les **eurosceptiques**, qui composent les forces politiques plus modérées et qui formulent des critiques à l’encontre de l’UE et de ses politiques, appelant ainsi à la réforme ; d’autre part les **europhobes**, qui sont tous ceux qui rejettent l’appartenance européenne et qui appellent à une sortie de l’UE, de l’euro et/ou de l’espace Schengen.

2. Un euroscepticisme étendu et hétérogène

Selon notre classification, le Parlement européen (PE) est actuellement composé de **30 partis eurosceptiques issus de 18 États membres et qui occupent 125 sièges, soit 16,6% du total.** Ils recouvrent un ensemble d’idéologies variées et sont éparpillés dans trois groupes politiques et chez les députés non-inscrits. Leur diversité idéologique les empêche d’avoir du poids dans les décisions au niveau du PE mais il est probable qu’ils exercent une influence directe ou indirecte sur les systèmes politiques nationaux. De fait, les partis eurosceptiques font partie des trois partis ayant obtenu les meilleurs résultats lors des dernières élections nationales et européennes dans 7 États membres.

3. Des europhobes moins influents, qui rejettent l’appartenance européenne

Avec **16 partis issus de 13 États membres, totalisant 82 sièges au sein du PE, soit 10,9% du total,** les **europhobes** forment un ensemble beaucoup plus réduit. La plupart d’entre eux se situent à droite ou à l’extrême-droite du spectre politique. Du fait de la diversité de leurs convictions politiques, de leur position en faveur d’une sortie de l’UE ainsi que d’une difficulté structurelle à établir une véritable cohésion politique ou des alliances au moment des votes, il leur est encore plus difficile de peser sur les décisions politiques du PE. Bien que leur influence au niveau national soit de plus en plus marquée, ils ne font pas partie des gouvernements nationaux. Néanmoins, les europhobes font partie des trois partis arrivés en tête lors des dernières élections nationales et européennes dans 7 États membres de l’UE. Si cette tendance se confirme, leur influence directe et indirecte sur la prise de décision politique au niveau européen s’en ressentira.

SOMMAIRE

INTRODUCTION : LA MONTÉE DE L'EUROSCEPTICISME	3
1. Les multiples facettes de l'euroscepticisme	4
1.1. Au croisement de l'euroscepticisme et du populisme	4
1.2. Les quatre racines principales de l'euroscepticisme	5
1.3. Euroscepticisme ou europhobie ?	6
2. Un euroscepticisme étendu et hétérogène	8
2.1. Un groupe étendu aux contours flous	9
2.2. Une diversité idéologique	9
2.3. Peu de progression au niveau national	12
3. Des europhobes moins influents, qui rejettent l'appartenance européenne	13
3.1. Diverses options de sortie	13
3.2. Un groupe plus réduit mais plus radical	15
3.3. Une influence grandissante au niveau national	16
CONCLUSION	18
BIBLIOGRAPHIE	19
SUR LES MÊMES THÈMES...	20

INTRODUCTION : LA MONTÉE DE L'EUROSCÉPTICISME

Au lendemain des élections européennes de mai 2014, des journalistes et des analystes politiques ont évoqué un « séisme eurosceptique » qui secoue le continent¹. Certains ont même parlé d'une « invasion ennemie » de l'UE par l'extrême-droite populiste, qui surfe sur la « vague du mécontentement », déclenchant une crise profonde de la démocratie européenne².

De fait, le mécontentement populaire ne s'est jamais exprimé avec autant de force dans des élections européennes. Le parti eurosceptique UKIP (le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni) est arrivé en tête en Grande-Bretagne, tout comme le Front national en France. Le nouveau venu italien, le parti populiste Mouvement cinq étoiles, a concentré 20% des votes et a fini deuxième. L'Allemagne, qui pourtant compte traditionnellement sur un solide consensus pro-européen, a vu le nouveau parti eurosceptique Alternative pour l'Allemagne rafler plus de 7% des votes.

Depuis, de tels succès chez les « eurosceptiques » se sont reproduits à l'échelle régionale ou locale. Nous pouvons citer l'exemple d'Alternative pour l'Allemagne, qui a engrangé 10% des voix lors des trois élections législatives des *Länder* en 2014. Tous ces partis politiques ont construit leur progression dans une large mesure sur des questions nationales et locales mais désormais, leurs stratégies et succès politiques se fondent également sur la critique de l'UE.

L'année 2014 a indubitablement rappelé la fin du « consensus permissif » sur l'intégration européenne. La « question européenne » est désormais un sujet de contestation politique pour les différents partis, notamment pour les partis extrémistes. Le ralentissement économique, conséquence de la crise économique et financière de 2007, a sapé l'un des fondements principaux du soutien populaire au projet européen : la promesse de l'UE comme moteur de prospérité économique³. Les crises ont mis la question européenne au cœur des débats publics ; selon le parti ou le pays considéré, des critiques fusent à propos de l'absence de solidarité ou de l'excès d'austérité.

Ces nouvelles réalités politiques nous amènent à réexaminer de plus près les différentes résistances qui existent à l'égard du projet européen, au-delà de la notion traditionnelle mais simpliste d' « euroscepticisme ». Galvaudé, le terme recouvre de nombreuses réalités, ce qui exagère l'influence réelle des partis eurosceptiques. Bien que certains analystes parlent d'un « camp » idéologiquement uni, un examen plus minutieux donne plutôt l'impression d'une grande nébuleuse.

TABLEAU 1 ► Euroscepticisme et europhobie en chiffres

PARTIS AU PARLEMENT EUROPÉEN	NOMBRE DE SIÈGES (%)	NOMBRE DE PARTIS (%)
Eurosceptique	125 (16,64%)	30 (16,3%)
Europhobe	82 (10,92%)	16 (8,67%)
Autres forces politiques	544 (72,44%)	138 (75%)
Total	751 (100%)	184 (100%)

Source : compilation des auteurs sur la base des données sur les élections du Parlement européen.

1. Par exemple : BBC, « Eurosceptic 'earthquake' rocks EU elections », *News Europe*, 26 mai 2014.

2. Jon Henley, « The enemy invasion: Brussels braced for influx of Eurosceptics in EU polls », *The Guardian*, 28 avril 2014.

3. Pour une analyse pertinente de l'opinion publique, voir Daniel Debomy, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », *Policy Paper No. 90*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, mars 2013.

“ LES EUROSCEPTIQUES
ET LES “EUROPHOBES”
OCCUPENT 207 SIÈGES AU
PARLEMENT EUROPÉEN,
SOIT ENVIRON 28% DU
TOTAL”

Notre analyse montre que les eurosceptiques et ce que nous appellerons les « europhobes » occupent 207 sièges au Parlement européen, soit environ 28% du total (voir tableau 1). Avec 82 sièges, les europhobes restent largement minoritaires malgré leurs récents succès politiques. Les disparités idéologiques qui expliquent l'absence de cohésion politique chez les eurosceptiques et les europhobes vont limiter de fait leur influence au niveau européen. Ces derniers mois et années nous ont cependant donné un aperçu de leur potentiel d'influence politique à travers les systèmes politiques nationaux.

1. Les multiples facettes de l'euroscepticisme

Le terme « euroscepticisme » est devenu un mot fourre-tout, bien souvent galvaudé dans les sphères journalistique et universitaire. Il est ainsi essentiel de donner une définition claire de ce que nous appelons « euroscepticisme » et d'établir les critères de classification de ses différents courants. Cette première partie passe en revue les définitions et classifications existantes puis présente les dimensions et les critères retenus et utilisés pour analyser et délimiter le groupe des partis eurosceptiques et europhobes dans l'actuel Parlement européen.

1.1. Au croisement de l'euroscepticisme et du populisme

L'euroscepticisme est en général défini de la façon suivante : c'est « l'idée d'une opposition contingente ou limitée, mais c'est également celle d'une opposition radicale et sans réserve au processus d'intégration européenne »⁴. Ce vocable est souvent employé accolé à celui de « populisme » mais bien que les deux notions se recoupent, elles restent différentes⁵.

Le populisme est un terme bien plus général, employé dans le contexte national des jeux politiques. Il désigne avant tout le rejet d'une élite ou d'une classe politique au profit des intérêts du peuple. Selon Yves Surel⁶, l'analyse des discours dits populistes permet d'en dégager certaines constantes autour de « trois propositions fondamentales :

- Le rappel que tout pouvoir dérive nécessairement du peuple, que ce dernier soit défini sur une base nationaliste ou par référence à certains groupes sociaux spécifiques (...);
- L'idée que les institutions et les acteurs politiques ont travesti cet idéal en détournant l'exercice effectif du pouvoir de l'exigence première de respect du peuple souverain, ce qui donne lieu le plus souvent à des discours pointant la trahison des élites politiques, sociales ou économiques;
- La volonté de restaurer un ordre plus ancien et/ou plus légitime garantissant, lui, la souveraineté du peuple et de ses représentants. »

Sur la base de ces éléments et à la lumière des analyses des positions des citoyens par rapport à l'UE - analyses qui ont permis d'identifier une fracture entre masse populaire⁷ et élites, voire une « incompatibilité d'opinions entre l'élite et la masse », il n'est guère surprenant de constater que de manière générale, les discours qualifiés de populistes refusent l'intégration européenne⁸.

4. Paul Taggart, « A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, vol. 33 no. 3, 1998, p.366.

5. Robert Harmsen, « On Understanding the Relationship between Populism and Euroscepticism », *Perspectives on European Politics and Society*, vol. 11 no. 3, 2010.

6. Yves Surel, « L'Union européenne face aux populismes », *Bref No. 27*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juin 2011, p. 2.

7. Voir par exemple : Céline Teney and Marc Helbling, « How Denationalization Divides Elites and Citizens », *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 43, Heft 4, août 2014, pp. 258-271.

8. Voir Heinrich Best, György Lengyel and Luca Verzichelli, *The Europe of Elites: A Study into the Europeaness of Europe's Political and Economic Elites*, Oxford University Press, 2012.

L'euroscepticisme ne doit pas pour autant être considéré comme une simple sous-catégorie du populisme bien que les eurosceptiques aient tendance à adopter des postures et des idées populistes, tout comme ils peuvent exploiter cette idéologie comme « ressource discursive »⁹. Ce n'est pas un hasard si le populisme et l'euroscepticisme sont particulièrement présents aux confins du spectre politique européen et tendent à se mélanger¹⁰. Mais le populisme et l'euroscepticisme existent également au sein des partis au pouvoir et des classes dirigeantes. Surtout, il ne faut pas oublier que la critique des décisions européennes et le dénigrement de l'intégration font partie du jeu politique normal. Il est ainsi nécessaire de mieux analyser l'origine et la nature de telles critiques sans succomber au réflexe de regrouper tous ces courants sous le même vocable bien trop vague d'euroscepticisme.

1.2. Les quatre racines principales de l'euroscepticisme

Le renforcement et la diversification des forces « eurosceptiques » récemment observés nécessitent un examen des différentes dimensions de l'euroscepticisme qui nous permettra d'établir les critères de classification des facteurs d'opposition les plus communs à l'intégration européenne, à ses politiques et à son fonctionnement institutionnel. Bien que ces facteurs soient intimement liés aux idées politiques partisans, la relation causale entre courant politique et euroscepticisme n'est pas évidente, si ce n'est que les partis des extrêmes ou les partis radicaux ont davantage tendance à embrasser un euroscepticisme plus virulent¹¹.

QUATRE PRINCIPALES RACINES DE L'EUROSCEPTICISME : DÉMOCRATIE, SOUVERAINETÉ, ÉCONOMIE ET IDENTITÉ NATIONALE¹²

L'analyse de leurs programmes politiques nous permet de distinguer les quatre principales racines de l'euroscepticisme, mais il faut garder à l'esprit que des partis de tendances politiques différentes peuvent adopter des positions ou des programmes qui recourent ces divers facteurs.

La première racine porte sur la question de la démocratie ; elle a une connotation normative dans la mesure où elle pose la question de la légitimité démocratique et politique de l'UE. Bien souvent, les critiques portent sur le déficit démocratique de l'UE, à qui il est reproché en outre un manque de transparence dans le processus de prise de décision et une bureaucratie jugée élitiste, trop nombreuse, opaque, technocrate, lourde et coûteuse. Parmi les solutions proposées sont souvent avancés une démocratie plus directe ou encore un allègement conséquent de la bureaucratie. Cette racine centrée sur la démocratie se prête particulièrement aux idées et aux discours populistes¹².

La deuxième racine porte sur la souveraineté nationale. Intimement liée à la première, elle se concentre davantage sur le transfert de pouvoir entre les États membres et l'UE, considéré comme une perte de souveraineté plutôt que comme un mécanisme de « mutualisation et de partage ». Cette dimension de l'euroscepticisme est alimentée par les coûts de mise en conformité engendrés par l'application des lois et réglementations européennes, sous le contrôle de la Commission et de la Cour de justice de l'UE. Elle est souvent couplée avec un engagement en faveur d'une restitution partielle ou totale des compétences et des pouvoirs au niveau national. Cet argument a pris du poids lors de la crise de la dette souveraine et suite à la création de la Troïka, qui a incarné une relation « de type FMI » entre Bruxelles et les pays sous-programme, basée sur le principe de conditionnalité. La réforme de la gouvernance de l'Union économique et monétaire (UEM) a donné par ailleurs un nouvel élan à cette dimension eurosceptique.

La troisième racine concerne essentiellement l'économie et a une approche « utilitaire ». Elle se définit autour des notions de libéralisme, d'austérité et de solidarité. Depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen dans les années 80, qui défendait non seulement la libéralisation mais encourageait dans le même temps la

9. Sur ce point, voir Yves Surel, « L'Union européenne face aux populismes », *op.cit.*

10. Yves Bertonecchini, « Élections européennes : moins d'abstention, plus de populisme ? », *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, novembre 2013.

11. La relation entre l'idéologie et l'euroscepticisme peut varier dans la mesure où les partis politiques interprètent librement leurs propres idées et le concept de l'UE. Pour des questions de stratégie, ils peuvent adapter ces interprétations au gré des changements de contexte et des opportunités politiques.

12. Yves Surel, « L'Union européenne face aux populismes », *op.cit.*

solidarité, matérialisée notamment par la mise en place de fonds structurels, cette dimension de l'euroscepticisme a été appuyée par les critiques à l'encontre de la « libéralisation du marché intérieur » prônée par Bruxelles. Elle a beaucoup contribué à la montée en puissance et à la diversification de la grande nébuleuse eurosceptique depuis 2008 et au cours de la crise de la dette souveraine et de celle de la zone euro. D'une part, de nouvelles voix (en particulier à droite) se sont élevées contre les transferts financiers accordés aux pays terrassés par la crise. D'autre part, la gauche radicale estime que l'UE et l'euro ont amplifié le phénomène de mondialisation, exposant les États membres et les citoyens européens à des politiques « néolibérales » génératrices d'inégalités et à l'origine de baisses des salaires. L'UE est également tenue pour responsable de la course effrénée à l'austérité qui provoque à la fois un chômage de masse et une dégradation des systèmes de protection sociale. Bien que les gouvernements nationaux soient également mis en cause, l'UE et les États membres sont critiqués pour leur manque de solidarité.

La quatrième racine de l'euroscepticisme revêt une dimension plus émotionnelle et a trait à l'identité nationale. Alors qu'elle repose sur le principe de la libre circulation des personnes, l'UE est accusée d'être à l'origine de la hausse de l'immigration, intra- mais aussi extra-communautaire. De telles critiques témoignent de la peur d'une érosion de l'identité nationale, qui serait menacée par certains groupes ethniques (comme les Roms) ou certaines religions (comme l'islam). Il existe aussi une autre forme de critique, aux accents plus utilitaires que xénophobes, définie comme du « populisme de protection sociale » : on l'observe dans les pays d'Europe du Nord les plus prospères, où certains craignent l'abus et le phagocytage des systèmes de protection sociale par les étrangers.

Les deux premières racines évoquées ci-dessus témoignent des critiques des eurosceptiques qui dénoncent l'UE en tant que système politique, alors que les deux dernières témoignent plutôt de leur rejet de l'UE en tant qu'espace de libre circulation. Ces deux types de critiques s'élèvent systématiquement autour des questions de démocratie, de souveraineté, de libéralisme ou d'identité. L'UEM est au croisement de ces deux types de griefs dans la mesure où elle semble exposée à tous les types de critiques généralement émises par les eurosceptiques à son encontre (voir tableau 2).

TABLEAU 2 ► Euroscepticisme et europhobie : sources et thèmes principaux

THÈMES/SOURCES	L'UE COMME SYSTÈME POLITIQUE	L'UE COMME ESPACE DE LIBRE CIRCULATION	UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE
Démocratie	X		X
Souveraineté	X	X	X
Libéralisme		X	X
Identité		X	X
Solidarité		X	X
Austérité	X		X

Source : Yves Bertoncini et Nicole Koenig.

1.3. Euroscepticisme ou europhobie ?

“ IL EST PLUS QUE NÉCESSAIRE DE DISTINGUER UNE FORME PLUS MODÉRÉE DE L'EUROSCEPTICISME D'UNE VERSION PLUS EXTRÊME DE "L'EUROPHOBIE" ”

Cette analyse générale de l'euroscepticisme et de la montée en puissance de ces forces politiques promouvant de telles critiques appellent à l'établissement d'une deuxième classification qui repose sur le degré d'euroscepticisme. C'est dans cette perspective qu'il est plus que nécessaire de distinguer une forme plus modérée de l'euroscepticisme d'une version plus extrême de « l'europhobie ».

La première catégorie est souvent qualifiée d'« euroscepticisme modéré » dans la littérature académique¹³. Ces eurosceptiques modérés émettent des critiques limitées ou précises à l'égard de l'UE ou du processus d'intégration européenne : ils ne rejettent pas le principe d'intégration en soi mais s'opposent à certaines politiques spécifiques ou certains aspects institutionnels du système européen. En revanche, les europhobes, ou encore les « eurosceptiques durs », sont hostiles au principe d'intégration¹⁴ : soit ils s'opposent à l'idée même de l'adhésion à l'UE, soit ils adoptent une position si ferme vis-à-vis du processus d'intégration que cela revient à un rejet pur et simple. Cette dichotomie, bien qu'elle soit communément admise dans la littérature académique et politique, manque de précision pour deux raisons.

Premièrement, il est nécessaire d'établir clairement des critères pour distinguer les formes plus modérées de l'euroscepticisme de l'europhobie pure et dure¹⁵. Des frontières floues entre l'euroscepticisme et l'europhobie tendent à exagérer la « menace » que représentent les eurosceptiques pour le processus d'intégration. La question qui se pose est donc : à quels domaines politiques ou aspects institutionnels un parti doit-il s'opposer pour être considéré comme europhobe ?

Deuxièmement, un certain flou existe sur la distinction à opérer entre un euroscepticisme (modéré) et une attitude critique mais comportant plusieurs degrés à l'égard de l'intégration européenne, qui doit être considérée comme un sujet « normal » de contestation politique, à la lumière des quatre racines identifiées précédemment (voir §.1.2.). En d'autres termes, quel est le seuil à franchir pour être qualifié d'eurosceptique ? Cette notion est tellement large que nous courons le risque d'exagérer le nombre et l'influence des eurosceptiques, en y incluant tous les acteurs politiques très critiques à l'égard de l'UE ou de ses politiques. En ces temps de crise, les critiques sont certes particulièrement nombreuses mais elles ne sont pas pour autant toutes réellement « anti-européennes ».

Pour bien différencier les eurosceptiques des europhobes, nous proposons donc d'utiliser la distinction établie par Albert Hirschman dans son ouvrage précurseur sur la réaction de membres face à un système économique et politique donné, qui se partagent entre la défection (*exit*), la protestation (*voice*) et la loyauté (*loyalty*)¹⁶. Sur la base de ces éléments, les membres, dans notre cas les citoyens européens et les partis politiques, peuvent être classés en trois groupes, selon leur positionnement vis-à-vis de la construction européenne. Le premier est composé de ceux qui souhaitent rester loyaux envers l'UE. Le deuxième est constitué des mécontents qui usent de leur droit à se faire entendre, à protester : ils peuvent être extrêmement critiques mais souhaitent façonner et modifier les décisions publiques sans pour autant « détruire le système ». Enfin, le troisième et dernier groupe rassemble toutes les forces politiques qui n'ont plus confiance dans le système et qui prônent une sortie de leur pays.

“ NOUS NOUS BASONS SUR LA DISTINCTION DÉFECTION-PROTESTATION-LOYAUTÉ (...) ET INTRODUISONS TROIS GRANDS DILEMMES SORTIE-PROTESTATION ”

Nous estimons qu'une telle distinction permet de mieux appréhender les résultats des élections européennes de mai 2014 et l'évolution du débat public sur les affaires européennes. Nous proposons donc de développer notre analyse plus avant sur ces bases conceptuelles et de présenter trois grands dilemmes sortie-protestation (*exit-voice dilemmas*) qui nous semblent pertinents dans le contexte de l'intégration européenne.

Le premier, qui est peut-être la moins ambigu, est celui d'une sortie de l'Union, signal clair d'une opposition de principe à l'Union européenne en tant que système politique et au processus d'intégration dans son ensemble. Une proposition de sortie présuppose une opposition à l'UE qui s'appuie sur les quatre racines mentionnées précédemment.

13. Voir en particulier Paul Taggart and Aleks Szczerbiak, « Parties, positions and Europe: Euroscepticism in the EU candidate states of Central and Eastern Europe », *Opposing Europe*, Sussex European Institute, *Working Paper*, no. 461-38, 2001.

14. *Ibid.*

15. Petr Kopecký and Cas Mudde, « The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe », *European Union Politics*, vol. 3 no. 3, 2002, p. 300.

16. Albert Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard University Press, 1970.

Le deuxième porte sur un élément au cœur de l'intégration européenne, à savoir l'Union économique et monétaire (UEM). Nous considérons un parti comme europhobe s'il prône, sous quelque forme qu'il soit, une sortie de la zone euro ou une transformation radicale de l'UEM. L'argumentaire développé alors par ces partis, selon leurs convictions politiques et leur nationalité, peut reposer sur un ou plusieurs aspects mentionnés dans le tableau 2.

Le troisième élément concerne l'espace Schengen et le principe de libre circulation des personnes, qui sont deux notions totalement distinctes¹⁷, mais bien souvent associées par les forces eurosceptiques/europhobes. Nous considérons un parti comme europhobe s'il propose des mesures incompatibles avec la notion même de liberté de circulation (des travailleurs et des migrants). Plus concrètement, un parti est défini comme europhobe s'il propose une sortie de l'espace Schengen ou le rétablissement permanent des frontières nationales. Selon le parti et le pays, de telles propositions s'appuient sur des arguments utilitaristes et/ou identitaires.

Autrement dit, les europhobes sont favorables à une sortie de l'Union ou de l'un de ses domaines politiques clés alors que les eurosceptiques plus modérés expriment simplement leur mécontentement et appellent à la réforme. Bien que les critères de classification semblent bien définis, il reste deux types de cas limites pour lesquels la situation est floue.

Le premier cas concerne les partis politiques qui proposent de décider d'une sortie éventuelle de l'UE par l'organisation d'un référendum. Dans ce cas, tout dépend de leur position, s'ils défendent explicitement une sortie ou non. Nous considérons ici un parti comme europhobe seulement s'il se positionne clairement en faveur d'une sortie de l'Union, avec ou sans référendum.

Le deuxième cas concerne les partis qui proposent des réformes ou des changements si radicaux qu'ils nécessiteraient une refonte complète de l'Union ou de ses domaines de compétence clés. Dans ce cas, ils sont considérés comme europhobes. Ces situations montrent bien qu'il n'est pas toujours évident de distinguer clairement les eurosceptiques des europhobes. C'est pourquoi nous allons maintenant identifier les éventuels cas limites pour les deux catégories.

De manière générale, les partis ont été classés sur la base de leurs programmes pour les élections européennes (quand ils étaient disponibles), de leurs programmes nationaux et des informations de leurs sites officiels. Nous avons également utilisé les données électorales disponibles sur les sites de VoteWatch Europe et du Parlement européen.

2. Un euroscepticisme étendu et hétérogène

Combien de partis eurosceptiques sont-ils représentés aujourd'hui au Parlement européen ? Dans quelle mesure leurs idéologies divergent-elles ? Et dans quels États membres sont-ils le plus susceptibles d'avoir un impact politique ? Cette deuxième partie présente une vue d'ensemble des partis eurosceptiques. Nous avons considéré un parti comme étant « eurosceptique » lorsque ses membres formulent un certain nombre de critiques à l'encontre de l'intégration européenne ou des décisions de l'UE sans pour autant appeler à la sortie de l'UE, de l'UEM ou de l'espace Schengen, auquel cas ils auraient été considérés comme des « europhobes ».

Cette catégorie exclut les critiques spécifiques et ponctuelles, qui peuvent par exemple porter sur la manière dont les intérêts nationaux sont représentés au niveau européen, en particulier dans certains domaines sensibles ou lors de la prise de certaines décisions¹⁸. Nous avons par ailleurs exclu les partis qui s'opposent à

17. La libre circulation des personnes a été proclamée par le traité de Rome en 1957 et s'applique à tous les États membres. Les accords de Schengen, conclus en 1985, établissent des règles pratiques pour le contrôle des frontières et la coopération policière et judiciaire.

18. Voir aussi : Paul Taggart and Aleks Szczerbiak, « Theorising party-based euroscepticism: problems of definition, measurement and causality », 8^{ème} Conférence internationale biannuelle des études européennes, Nashville, mars 2013, p. 10.

l'intégration européenne dans des domaines précis tels que la Politique de sécurité et de défense commune, mais qui sont globalement en faveur de l'intégration dans d'autres domaines, peut-être plus fondamentaux. De plus, l'opposition à un nouvel élargissement de l'UE n'est pas considérée comme un signe d'euroscepticisme. Les partisans d'un approfondissement de l'UE peuvent rejeter un élargissement pour éviter sa dilution, et vice versa. Enfin, les appels à une bureaucratie européenne plus efficace et les accusations d'une réglementation excessive par Bruxelles sont devenues monnaie courante dans les critiques contre l'UE ; ce type de critique n'est pas considéré ici comme fondamentalement eurosceptique, y compris aussi parce qu'il est pleinement en accord avec l'un des principes centraux de l'UE - le principe de subsidiarité.

2.1. Un groupe étendu aux contours flous

30 PARTIS EUROSCEPTIQUES ISSUS DE 18 PAYS SIÈGENT AU PE¹⁹

Selon les critères énoncés plus haut, 30 partis eurosceptiques issus de 18 pays siègent au PE. Ils occupent en tout 125 sièges, soit environ un sixième du total, gagnant 41 sièges par rapport aux élections précédentes (voir tableau 3)¹⁹. Cette progression tient largement à l'arrivée de nouveaux partis tels que Alternative pour l'Allemagne, le Mouvement cinq étoiles italien, ou encore le Congrès de la nouvelle droite polonaise. Au total, les « nouveaux venus » comptabilisent 40 sièges et représentent près d'un tiers de la « famille » des eurosceptiques.

Les frontières entre eurosceptiques et europhobes sont floues dans le cas de certains partis. Sur la base des critères évoqués au paragraphe 1.3., nous avons identifié des cas limites qui peuvent être classés en trois groupes.

Le premier est constitué des partis qui prônent une sortie de la zone euro, qui serait toutefois décidée par le biais d'un référendum. C'est le cas du Mouvement cinq étoiles en Italie.

Les membres du deuxième groupe ne rejettent généralement pas l'idée d'une monnaie européenne commune, mais souhaitent une réforme en profondeur de l'UEM. Fait intéressant, ce groupe comprend des partis de droite tels que l'Alternative pour l'Allemagne ainsi que des partis de gauche, notamment le Front de Gauche, le Podemos espagnol et le Parti socialiste néerlandais. Alors que leurs points de vue sont diamétralement opposés, ces différents partis s'accordent sur l'idée soit d'un démantèlement de la zone euro, soit de la possibilité d'un retrait volontaire et unilatéral des États membres qui le souhaitent.

Le troisième groupe comprend des partis qui n'ont pas expressément exprimé le souhait de quitter l'Union mais qui proposent une renégociation des traités, suivie d'un référendum sur l'appartenance des États à l'UE. Les eurosceptiques britanniques représentent une grande partie de ce groupe, dont font aussi partie le Jobbik hongrois et le Parti des Finlandais. Ces dernières années, ces deux derniers partis ont modéré leur discours sur l'euro et l'appartenance à l'UE, allant même jusqu'à revenir sur leurs déclarations qui prônaient pourtant de manière formelle la sortie de la zone euro ou de l'UE²⁰.

2.2. Une diversité idéologique

Malgré l'augmentation du nombre d'eurosceptiques au sein du Parlement européen, leur diversité idéologique réduit leur impact institutionnel potentiel. Les parlementaires eurosceptiques sont en effet répartis dans trois groupes politiques (voir tableau 3).

19. Ces chiffres sont basés sur les partis actuellement représentés au PE. Nous n'avons pas pris en compte les partis eurosceptiques qui ont quitté le PE.
20. Teemu Rantanen, « Finnish Country Report – EU-28 Watch », 2014 ; Krisztina Vida and Tamás Szigetvári, « Hungarian Country Report – EU-28 Watch ».

TABLEAU 3 ▶ Les eurosceptiques par groupe politique

GRUPE	NOMBRE TOTAL DE SIÈGES	SIÈGES DÉTENUS PAR DES PARTIS EUROSCÉPTIQUES	NOMBRE TOTAL DE PARTIS	NOMBRE DE PARTIS EUROSCÉPTIQUES
CRE	70	54	24	12
GUE/NGL	52	42	22	12
ELD	48	21	7	4
NI	52	8	15	4
% du total	29,56%	16,64%	36,96%	17,39%*

Source : compilation des auteurs basée sur des données du Parlement européen.

* Le pourcentage diffère de celui du tableau 1 car certains partis ou coalitions sont divisés en deux groupes politiques (voir tableau 4).

La plus grande partie des eurosceptiques se trouve chez les Conservateurs et réformistes européens (CRE). Avec 70 sièges, le CRE est aujourd'hui le troisième plus grand groupe politique au PE. Tous les eurosceptiques de ce groupe peuvent être considérés comme faisant partie de la droite modérée²¹. Le groupe se présente comme « euro-réaliste »²², et donc clairement comme eurosceptique modéré. Il ne rejette pas le principe d'intégration européenne en soi, mais s'oppose à la création d'un « super-État européen ». Le CRE est en faveur d'une intégration européenne plus flexible et de marchés plus ouverts, du respect de la souveraineté nationale et du principe de subsidiarité, d'une responsabilité démocratique accrue et d'une immigration contrôlée.

Avec 42 sièges, le deuxième ensemble le plus important se trouve au sein de la Gauche unitaire européenne/ Gauche verte nordique (GUE/NGL). Ce groupe comprend 12 des partis eurosceptiques, tous situés à l'extrême gauche. Comme l'indique le slogan du groupe – « Another Europe is possible » (Une autre Europe est possible), ils ne s'opposent ni à l'UE ni à l'intégration européenne mais souhaitent en changer la nature²³. Le groupe se décrit généralement comme étant anti-libéral et pro-social. Sa vision de l'Europe est basée sur un renforcement de la solidarité, de l'égalité et de la durabilité. Le GUE/NGL reproche aussi à l'UE d'être un projet élitiste et prône davantage de transparence et de démocratie directe.

Seuls quatre des 29 partis eurosceptiques – le Mouvement cinq étoiles italien, le Parti politique réformé néerlandais, le parti lituanien Ordre et justice et le Congrès de la nouvelle droite polonais – ont rejoint le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) qui est le plus eurosceptique de tous. Comme nous le montrerons dans la troisième partie, ce sont les partis europhobes qui prédominent dans ce groupe. C'est aussi là que l'on observe la plus grande diversité idéologique chez les eurosceptiques. ELDD s'oppose à un approfondissement de l'intégration européenne et soutient l'idée d'une coopération ouverte entre des États nations européens souverains. Les raisons sous-jacentes au retour des prérogatives aux États nations sont le renforcement de la transparence et de la responsabilité démocratique accrues, ainsi que la réduction de la bureaucratie. Le groupe ELDD prétend rejeter « la xénophobie, l'antisémitisme et toute autre forme de discrimination »²⁴. Cependant, quand le départ d'un député européen letton issu de l'Union des paysans a failli provoquer la dissolution du groupe²⁵ en octobre 2014, ils ont accepté un membre du Congrès de la nouvelle droite polonais dont le leader est décrit comme raciste, sexiste et négationniste²⁶. La diversité des tendances politiques au sein de l'ELDD s'est également traduite par une cohésion relativement faible lors des votes au sein de la dernière législature, à hauteur de 48,59% seulement²⁷. Le groupe assume néanmoins sa faible cohésion et affirme qu'au-delà de certains principes fondamentaux, il « respecte la liberté de ses délégations et de ses membres de voter comme bon leur semble »²⁸.

21. La classification des tendances politiques des partis est basée sur : Oliver Treib, « The voter says no, but nobody listens: causes and consequences of the Eurosceptic vote in the 2014 European elections », *Journal of European Public Policy*, 2014, vol. 21 no. 10, pp. 1541-1554.

22. Groupe Conservateurs et réformistes européens, « About us », 2014.

23. Groupe Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique, « The Group », 2014.

24. Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe, « Charter », 2014.

25. Pour former un groupe politique au PE, il est nécessaire de réunir des eurodéputés d'au moins 7 États membres.

26. Rowena Mason and Rajeev Syal, "Nigel Farage deal with Polish far-right party 'raises serious questions'", *The Guardian*, 21 octobre 2014.

27. VoteWatch Europe, « Political Group Cohesion », 2014.

28. Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe, *op. cit.*

TABLEAU 4 ► Partis eurosceptiques – Nombre de voix et de sièges au Parlement européen

GROUPE	PARTI*	VOIX	SIÈGES	ÉVOLUTION
CRE (+3 sièges)	Parti conservateur (UK)	23,05%	19	-6
	Parti Droit et justice (PL)	32%	18	+3
	Alternative pour l'Allemagne (D)	7,1%	7	+7
	Parti démocratique civique (CZ)	7,67%	2	-7
	Parti des Finlandais (FI)	12,9%	2	0
	Alliance nationale (LV)	14,25%	1	+1
	Gens ordinaires et personnalités indépendantes (SK)	7,98%	1	+1
	Nouvelle majorité (SK)	7,46%	1	+1
	Greco indépendants (GR)	3,46%	1	+1
	Parti du droit (CRO)	41,42%**	1	+1
	Parti unioniste d'Ulster (UK)	0,51%	1	0
CRE/ ELD	Coalition (NL) de l'Union chrétienne et du Parti politique réformé		1	0
			1	0
GUE/NGL (+17 sièges)	Die Linke (D)	7,4%	7	-1
	Syriza (GR)	26,57%	6	+5
	Podemos (ES)	7,98%	5	+5
	Front de gauche (F)	6,33%	4	0
	Sinn Féin (IE)	19,5%	3	+3
	Parti communiste (CZ)	10,98%	3	0
	L'autre Europe avec Tsipras (I)	4,03%	3	+3
	Parti socialiste (NL)	9,6%	2	0
	Alliance de gauche (FI)	9,3%	1	+1
	Bloc de gauche (PT)	4,93%	1	-2
	Sinn Féin (UK)	0,97%	1	0
GUE/NGL/ Verts/ALE	Gauche plurielle (ES) : Gauche unie et Iniciativa per Catalunya Verds		4	+3
			1	0
ELD (+18 sièges)	Mouvement Cinq étoiles (I)	21,15%	17	+17
	Ordre et justice (LI)	14,25%	2	0
NI ELD	Congrès de la nouvelle droite (PL)		3	+3
			1	+1
NI (+4 sièges)	Jobbik (H)	14,67%	3	0
	Union des Verts et des paysans (LV)	8,26%	1	+1
	Parti unioniste démocrate (UK)	0,8%	1	0
Total	30 partis ou coalitions		125	+41 sièges

Source : résultats des élections du Parlement européen.

* Les partis sont classés par groupe politique puis au sein des groupes, par nombre de sièges.

** Ce nombre correspond à celui d'une grande coalition. Les données relatives au seul Parti croate du droit n'étaient pas disponibles.

Enfin, les membres de quatre partis eurosceptiques, dont le Jobbik par exemple, sont non-inscrits. Avec 8 sièges, ils ne sont qu'un petit sous-groupe qui couvre une grande diversité de convictions et d'idées politiques. Néanmoins, la grande majorité se situe à l'extrême-droite du spectre politique. Si la cohésion de vote était mesurée, elle serait sans doute encore plus faible que celle du groupe ELDD²⁹.

Cette vue d'ensemble révèle que la plupart des partis eurosceptiques se trouvent dans les groupes CRE et GUE/NGL, et sont d'extrême-gauche et de la droite modérée. Les partis restants appartiennent au groupe ELDD, très hétérogène sur le plan idéologique, ou sont non-inscrits. Le tableau 4 montre aussi que la plupart des nouveaux « sièges eurosceptiques »³⁰ (35 sur 40) ont été raflés par les groupes GUE/NGL et ELDD. L'augmentation du nombre d'eurosceptiques au sein du PE est largement due à la gauche et au centre³¹. C'est un fait qui mérite d'être relevé car il semble contredire l'idée selon laquelle les grands gagnants de ces élections ont été les eurosceptiques de droite. Comme notre troisième partie le montrera, de telles idées se doivent d'être reconsidérées à la lumière de la distinction entre eurosceptiques et europhobes.

2.3. Peu de progression au niveau national

Au sein de l'UE, ce sont les gouvernements nationaux qui gardent le contrôle sur les décisions politiques les plus importantes. Il est par conséquent essentiel d'examiner le potentiel d'influence des partis eurosceptiques au niveau national.

L'un des indicateurs est le classement de ces partis en termes de pourcentage de voix aux élections européennes. Les eurosceptiques sont arrivés en tête en Grèce uniquement, avec le parti d'extrême-gauche Syriza (voir tableau 5). Ailleurs, ils ont constitué la deuxième force politique en Hongrie, en Italie, en Pologne et au Royaume-Uni. En Finlande et en Espagne, ils sont arrivés troisièmes.

TABLEAU 5 ► Sept pays comptent des partis eurosceptiques parmi les 3 premiers partis au cours des dernières élections européennes ou législatives

PAYS	PARTI EUROSCEPTIQUE	NOMBRE DE VOIX AU COURS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES	CLASSEMENT DU PARTI AU COURS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES	NOMBRE DE VOIX AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES	CLASSEMENT DU PARTI AU COURS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES
Royaume-Uni	Parti conservateur	36,1% (mai 2010)	1 ^{er}	23,31%	3 ^{ème}
Pologne	Parti Droit et justice	29,89% (octobre 2011)	2 ^{ème}	31,78%	2 ^{ème}
Grèce	Syriza	26,89% (juin 2012)	2 ^{ème}	26,58%	1 ^{er}
Italie	Mouvement Cinq étoiles	25,55% (février 2013)	3 ^{ème}	21,15%	2 ^{ème}
Hongrie	Jobbik	20,3% (avril 2014)	3 ^{ème}	14,67%	2 ^{ème}
Finlande	Parti des Finlandais	19,05% (avril 2011)	3 ^{ème}	12,9%	3 ^{ème}
Espagne	Gauche plurielle	6,9% (novembre 2011)	3 ^{ème}	10,03%	3 ^{ème}

Source : résultats des élections du Parlement européen / Wikipedia.

Un indicateur encore plus clair de leur influence au niveau national est celui de leur performance aux dernières élections législatives. Le tableau 5 montre que les partis qui sont arrivés aux trois premières places

29. Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger, « *Quels rapports de force politiques au sein du prochain Parlement européen ?* », Policy Paper No. 102, Notre Europe – Institut Jacques Delors, novembre 2013, p. 5.

30. La notion de sièges eurosceptiques ou europhobes reflète leur appartenance à des partis considérés comme eurosceptiques ou europhobes. Il existe cependant différents niveaux de cohésion de vote et d'allégeance à un groupe politique, et chaque député européen peut ne pas partager entièrement les convictions eurosceptiques ou europhobes de son parti (voir VoteWatch Europe, « *National Parties* », 2014.).

31. Le parti centriste Mouvement cinq étoiles a apporté le plus grand nombre de sièges à l'ELDD.

lors des élections européennes y sont également parvenus au niveau national. Selon de récents sondages, ces mêmes partis ont toutes leurs chances de rester dans ce trio de tête aux prochaines élections législatives³². Par conséquent, ils jouent et devraient continuer à jouer un rôle important sur la scène politique nationale, avec une influence plus ou moins importante sur les politiques européennes.

“ IL N’Y A PAS EU D’AUGMENTATION GÉNÉRALE DE L’INFLUENCE NATIONALE DES EUROSCEPTIQUES AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES ”

Cependant, le tableau 5 révèle aussi que dans certains États membres tels que le Royaume-Uni, la Finlande, l’Italie et la Hongrie, les partis eurosceptiques ont perdu des sièges au PE si l’on compare les résultats à ceux des précédentes élections nationales. Il n’y a qu’en Espagne et en Pologne que l’on observe une tendance inverse³³. Bien que l’on ne puisse pas comparer directement les résultats des élections nationales et des élections européennes, les chiffres indiquent qu’il n’y a pas eu d’augmentation générale de l’influence nationale des eurosceptiques au cours des dernières années.

Même si les partis eurosceptiques comptent parmi les trois premiers partis dans sept États membres, seul l’un d’entre eux fait actuellement partie d’un gouvernement : le Parti conservateur britannique. Avec David Cameron comme Premier ministre, les Conservateurs ont indéniablement une influence forte au niveau européen. Il semble néanmoins qu’une coalition eurosceptique plus large au sein du Conseil européen soit impossible.

3. Des europhobes moins influents, qui rejettent l’appartenance européenne

Les eurosceptiques et les europhobes usent souvent d’arguments similaires. Les critiques émises sont principalement circonscrites aux enjeux identifiés (démocratie, souveraineté, libéralisme, identité) au paragraphe 1.2. La principale différence réside dans les conclusions qu’ils tirent de telles critiques. Alors que les eurosceptiques protestent et appellent au changement, les europhobes rejettent l’appartenance européenne et préconisent une sortie de l’UE ou de certaines de ses politiques. Dans cette partie, nous souhaitons répondre aux questions suivantes : qui sont ces europhobes ? Dans quelle mesure leurs idées sont-elles convergentes ou divergentes ? Enfin, quel impact politique réel pourraient-ils avoir ?

3.1. Diverses options de sortie

“ ON COMPTE 16 PARTIS EUROPHOBES ISSUS DE 13 ÉTATS MEMBRES ET OCCUPANT 82 SIÈGES AU PARLEMENT EUROPÉEN ”

Sur la base des trois critères de sortie définis au paragraphe 1.3., on compte 16 partis europhobes issus de 13 États membres et occupant 82 sièges au Parlement européen. Le recours à ces critères offre cependant un tableau assez mitigé. Le tableau 6 résume les différentes combinaisons d’options de sortie, allant des propositions les plus extrêmes aux plus modérées.

Seuls 9 des 16 partis europhobes appellent expressément à une sortie de l’Union européenne. La plupart d’entre eux sont également favorables à une sortie de la zone euro et de l’espace Schengen. Les partis les plus intransigeants sont répartis dans les groupes ELDD et GUE/NGL, mais aussi chez les non-inscrits (*voir tableau 6*).

32. Pour un aperçu des sondages dans différents États membres, voir Metapolls, « Europe », 2014.

33. D’après les sondages effectués en amont des élections parlementaires espagnoles de 2015, Podemos devrait gagner un grand nombre de sièges et prendre la place de la Gauche plurielle dans le trio de tête (Metapolls, « Spanish General Election 2015 », 7 novembre 2014).

TABLEAU 6 ► Partis europhobe et options de sortie

PARTI	GROUPE	SORTIE DE SCHENGEN	SORTIE DE L'EURO	SORTIE DE L'UE
Front national (F)	NI	oui	oui	oui
Parti de la liberté (NL)	NI	oui	oui	oui
Aube dorée (GR)	NI	oui	oui	oui
Démocrates suédois (SE)	ELD	oui	/	oui
Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UK)	ELD	/	/	oui
Mouvement populaire contre l'UE (DK)	GUE/NGL	référendum	/	oui
Parti des citoyens libres (CZ)	ELD	à décider après la sortie de l'UE	/	oui
Parti de gauche (SE)	GUE/NGL	non	/	oui
Parti communiste (GR)	GUE/NGL	non	oui	oui
Parti national-démocrate (D)	NI	oui	oui	référendum
Parti de la liberté (AT)	NI	référendum	split	en dernier recours
Ligue du Nord (I)	NI	oui	oui	non
Vlaams Belang (BE)	NI	oui	oui	non
Parti populaire danois (DK)	CRE	oui	/	non
Parti communiste (dans une coalition démocrate unitaire) (PT)	GUE/NGL	non	oui	non
Parti progressiste des travailleurs (CY)	GUE/NGL	/	oui	non

Source : compilation des auteurs.

* Pour les partis issus des États membres ne faisant pas partie de l'espace Schengen ou de la zone euro, le tableau 6 ne comporte aucune valeur.

Les sept autres partis sont un peu plus modérés. Le Parti national-démocrate allemand (NPD) est favorable à une sortie de l'Union, qui dépendrait toutefois des résultats d'un référendum. Pour le Parti de la liberté autrichien (FPÖ), une sortie de l'UE n'est pas « taboue » si cette dernière continue à évoluer vers les « États-Unis d'Europe ». Néanmoins, le FPÖ souligne qu'un tel acte serait une solution de dernier recours. Il est en revanche favorable à l'éclatement de la zone euro. Enfin, même s'il appelle à la suppression de l'espace Schengen et au rétablissement des frontières nationales, le FPÖ les lie à un référendum.

Les Italiens de la Ligue du nord et les Belges de Vlaams Belang (Intérêt flamand) ne s'opposent pas ouvertement à l'appartenance à l'UE mais sont contre l'euro et Schengen. Quant au Parti populaire danois, il est principalement contre l'espace Schengen et a défendu maintes fois le rétablissement des frontières nationales³⁴.

Enfin, les partis communistes portugais et chypriotes ont milité pour une sortie de la zone euro ces dernières années mais ne remettent pas en cause l'espace Schengen ni l'appartenance de leurs pays à l'UE. Ces deux partis sont sans doute à la frontière de l'europhobie mais ont souvent été qualifiés d'eurosceptiques modérés par le passé³⁵.

34. Tout comme le Parti des Finlandais, le Parti populaire danois a récemment revu son discours sur l'Europe. Un signe de ce changement de cap est leur transfert du groupe ELDD aux CRE lors des dernières élections européennes.

35. Par exemple, voir Treib, *op. cit.*

3.2. Un groupe plus réduit mais plus radical

On compte 39 sièges « europhobes » de plus par rapport à la dernière législature (voir tableau 8). Contrairement au cas des eurosceptiques, cette hausse n'est pas due à de nouveaux venus mais s'explique par le succès électoral non-négligeable de deux partis traditionnellement europhobes : le Front national (+21 sièges) et l'UKIP (+11 sièges). Le tableau 7 nous montre que quoiqu'elle soit très différente de celle des eurosceptiques, la répartition des élus europhobes se fait également entre trois groupes politiques.

TABLEAU 7 ► Europhobes par groupe politique

GRUPE	NOMBRE TOTAL DE SIÈGES	NOMBRE DE SIÈGES DE PARTIS EUROPHOBES	NOMBRE TOTAL DE PARTIS	NOMBRE DE PARTIS EUROPHOBES
NI	52	44	15	8
ELD	48	27	7	3
GUE/NGL	52	7	22	4
CRE	70	4	24	1
% du total	29,56%	10,92%	36,96%	8,67%

Source : compilation par les auteurs à partir de données du Parlement européen.

Avec 44 sièges, la majorité des partis europhobes, pour la plupart d'extrême-droite, sont non-inscrits. Parmi eux, le Front national et le Parti pour la liberté néerlandais ont tenté de créer un nouveau groupe politique au sein du PE pour le « détruire » de l'intérieur afin de libérer les citoyens de « l'élite européenne, [du] monstre de Bruxelles »³⁶. Ils ont ainsi invité les Démocrates suédois, le Parti populaire danois, le Parti de la liberté d'Autriche, la Ligue du nord et le Vlaams Belang à les rejoindre dans l'Alliance européenne pour la liberté (AEL). Toutefois, suite à l'adhésion des Démocrates suédois au groupe ELDD et à celle du Parti populaire danois au groupe CRE, il a manqué deux membres au groupe AEL pour pouvoir être constitué. Autre problème : les députés prêts à adhérer au groupe ont des tendances politiques extrêmement variées. Le Parti pour la liberté est par exemple pro-israélien, en faveur des droits des femmes et des homosexuels alors que le Front National a souvent été décrit comme tenant des discours homophobes et antisémites³⁷.

Mis à part les non-inscrits, le deuxième groupe en termes de nombre d'europhobes est le groupe ELDD et les rares députés restants sont éparpillés entre les groupes CRE et GUE/NGL.

“ L'EUROPHOBIE EST PRINCIPALEMENT UN PHÉNOMÈNE DE DROITE, ET PLUS PARTICULIÈREMENT D'EXTRÊME-DROITE ”

Malgré leur divergence d'opinions, les partis europhobes sont plus homogènes que les partis eurosceptiques d'un point de vue idéologique. 67 des 80 « sièges europhobes » sont occupés par des députés de l'aile droite, dont 42 d'extrême-droite. Seul le Mouvement populaire danois contre l'Union européenne est considéré comme centriste. Les six derniers sièges sont d'extrême-gauche. Pour résumer, l'europhobie, contrairement à l'euroscepticisme, est principalement un phénomène de droite, et plus particulièrement d'extrême-droite³⁸.

36. Ian Traynor, « Le Pen and Wilders forge plan to 'wreck' EU from within », *The Guardian*, 13 novembre 2013.

37. *Ibid.*

38. Voir aussi : Treib, *ibid.*

TABLEAU 8 ► Partis europhobes – Nombre de voix et de sièges au Parlement européen

GROUPE	PARTI*	VOIX	SIÈGES	ÉVOLUTION
NI (+22 sièges)	Front national (F)	24,86%	24	+21
	Ligue du Nord (I)	6,15%	5	-4
	Parti de la liberté (AT)	19,72%	4	+2
	Parti de la liberté (NL)	13,32%	4	0
	Aube dorée (GR)	9,39%	3	+3
	Parti communiste (GR)	6,11%	2	0
	Vlaams Belang (BE)	4,26%	1	-1
	Parti national-démocrate (D)	1%	1	+1
ELD (+14 sièges)	Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UK)	26,6%	24	+11
	Démocrates suédois (SE)	9,67%	2	+2
	Parti des citoyens libres (CZ)	5,24%	1	+1
GUE/NGL (+1 siège)	Parti communiste (dans une coalition démocrate unitaire) (PT)	13,71%	3	+1
	Parti progressiste des travailleurs (CY)	26,98%	2	0
	Mouvement populaire contre l'UE (DK)	8,1%	1	0
	Parti de gauche (SE)	5,66%	1	0
CRE (+2 sièges)	Parti populaire danois (DK)	26,6%	4	+2
Total	16 partis ou coalitions		82	+39

Source : résultats des élections du Parlement européen.

* Les partis sont classés par groupe politique puis au sein des groupes, par nombre de sièges.

3.3. Une influence grandissante au niveau national

Bien que les partis europhobes ne représentent qu'environ 10% des députés européens, ils sont arrivés parmi les trois premiers partis dans 7 États membres lors des dernières élections européennes ou nationales. Les cas les plus frappants sont ceux du Royaume-Uni, du Danemark et de la France : en comparant les résultats des élections européennes de 2014 et ceux des dernières élections législatives, on note une hausse significative des voix en faveur de l'UKIP, du Parti populaire danois et du Front national.

Bien que l'UKIP n'ait gagné aucun siège lors des dernières élections législatives britanniques, le parti est arrivé premier aux élections européennes. Ses homologues danois et français sont passés du troisième rang lors des élections législatives au premier lors des élections européennes, en doublant leur nombre de voix. Cinquièmes lors des élections européennes, les Démocrates suédois sont quant à eux arrivés troisièmes lors des élections législatives ayant eu lieu par la suite.

TABEAU 9 ► Sept pays comptent des partis europhobes parmi les 3 premiers partis au cours des dernières élections européennes ou législatives

PAYS	PARTI EUROPHOBE	NOMBRE DE VOIX AU COURS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES	CLASSEMENT DU PARTI AU COURS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES	NOMBRE DE VOIX AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES	CLASSEMENT DU PARTI AU COURS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES
Chypre	Parti progressiste des travailleurs	32,67% (mai 2011)	2 ^{ème}	26,98%	2 ^{ème}
Autriche	Parti de la liberté	20,51% (septembre 2013)	3 ^{ème}	19,72%	3 ^{ème}
France	Front national	13,60% (juin 2012)	3 ^{ème}	24,86%	1 ^{er}
Suède	Démocrates suédois	12,86% (septembre 2014)	3 ^{ème}	9,67%	5 ^{ème}
Danemark	Parti populaire danois	12,3% (septembre 2011)	3 ^{ème}	26,60%	1 ^{er}
Pays-Bas	Parti de la liberté	10,1% (septembre 2012)	3 ^{ème}	13,32%	3 ^{ème}
Royaume-Uni	Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni	3,10% (mai 2010)	pas de siège	26,77%	1 ^{er}

Source : résultats des élections du Parlement européen / Wikipedia.

Le recoupement des tableaux 5 et 9 fait apparaître une autre tendance intéressante. Les eurosceptiques et europhobes issus de l'extrême-gauche ont obtenu des scores particulièrement bons en Espagne, en Grèce et à Chypre - trois pays « sous-programme » (avec une aide limitée au secteur bancaire pour l'Espagne), dans lesquels les critiques à l'égard des sévères mesures d'austérité imposées par la Troïka ont été particulièrement virulentes alors que la confiance dans les institutions européennes atteignait son plus bas niveau³⁹. En revanche, les europhobes d'extrême-droite tirent leur épingle du jeu en majorité dans les pays du Nord plus prospères, comme la Suède, le Danemark ou les Pays-Bas. Le décalage idéologique entre l'euroscepticisme et l'europhobie du Nord d'une part et du Sud d'autre part témoigne une nouvelle fois du fait que la crise économique et la crise de la zone euro ont profondément divisé l'UE.

“ LA VAGUE EUROPHOBE N'EST PAS PRÊTE DE RETOMBER ”

Aucun des partis europhobes présentés dans le tableau 9 ne fait actuellement partie d'un gouvernement national. Néanmoins, les derniers sondages donnent l'impression que les résultats des partis europhobes ne sont pas le simple fruit d'un vote de protestation et que la tendance est désormais bien installée. Le Parti populaire danois pourrait ainsi arriver en tête des élections législatives de 2015⁴⁰. Avec un taux de soutien oscillant autour de 15%, l'UKIP pourrait bien devenir le troisième parti britannique après les élections législatives de 2015⁴¹ alors que la présidente du Front national, Marine Le Pen, pourrait arriver en tête au premier tour de l'élection présidentielle française en 2017 avant de perdre au second tour face à un candidat de centre-droit⁴². Le Parti pour la liberté néerlandais est quant à lui en passe de devenir le deuxième parti en 2017⁴³. Enfin, selon les derniers sondages, le Parti de la liberté en Autriche gagne en puissance et pourrait arriver en tête des élections législatives de 2018⁴⁴. Il est sans doute trop tôt d'en tirer des conclusions mais ces sondages montreraient que la vague europhobe n'est pas prête de retomber.

39. Commission européenne - DG Communication, « Eurobaromètre Standard 81 », printemps 2014.

40. Metapolls, « Danish General Election », juin 2014.

41. The Guardian, « How many seats will UKIP win at the general election? », 14 octobre 2014, DataBlog.

42. Le Figaro, « Présidentielle 2017: Marine Le Pen en tête au premier tour dans tous les cas de figure », 5 septembre 2014.

43. Metapolls, « Dutch General Election », 26 septembre 2014.

44. Metapolls, « Austrian Legislative Election », 31 octobre 2014.

CONCLUSION

Aujourd'hui, plus de 25% des députés européens issus de 23 États membres s'opposent ou rejettent d'une façon ou d'une autre soit l'Union, soit le processus d'intégration européenne. Il serait facile d'en conclure que l'euroscepticisme devient un phénomène « classique » (*mainstream*) et que les eurosceptiques sont passés de la périphérie au centre de la scène politique. Nous estimons toutefois que de telles conclusions demandent à être plus étoffées en distinguant une version plus modérée de l'euroscepticisme d'une version plus extrême de l'europhobie.

Notre analyse démontre que les eurosceptiques constituent, au sein du Parlement européen, une force politique plus importante mais aussi plus variée sur le plan idéologique, ce qui l'empêche d'apparaître comme une famille unie. Ils expriment leur mécontentement et appellent à une réforme de l'UE, de ses politiques et de ses institutions. Ils sont particulièrement présents dans les groupes d'extrême-gauche et les groupes de droite plus ou moins modérés. Leurs convictions sont en partie compatibles avec celles des principaux partis politiques (*mainstream*). Influents au niveau national, leur poids ne s'est pas pour autant beaucoup renforcé ces dernières années.

Quant aux europhobes, ils ne représentent que 10% des députés européens. Ils rejettent l'appartenance européenne et appellent à une sortie de l'UE, de la zone euro et/ou de l'espace Schengen. Ils sont en majorité de droite et pour la plupart issus d'extrême-droite, restant ainsi en marge des systèmes partisans nationaux. La divergence de leurs convictions (bien souvent nationalistes) rend difficile la formation d'alliances politiques solides et durables. Cela explique pourquoi la moitié des partis europhobes sont non-inscrits au PE. Malgré une forte poussée en terme de nombre de sièges, leur impact sur les décisions du PE restera sans doute moindre que celui des eurosceptiques plus modérés, et clairement beaucoup plus limité que celui des grands partis « classiques » plus loyaux à l'égard de l'UE.

L'examen des données électorales laisse néanmoins penser que la progression du nombre d'europhobes lors des élections européennes les inscrit dans un mouvement politique plus large. Les sondages indiquent que ces partis pourraient exercer une influence politique (directe ou indirecte) plus forte sur l'UE via les systèmes politiques nationaux. L'UKIP constitue un bon exemple de cette influence indirecte : sa montée en puissance a contribué au renforcement de l'euroscepticisme du Parti conservateur au pouvoir. En tant qu'unique État membre comptant à la fois un parti eurosceptique et un parti europhobe parmi les trois plus grands partis nationaux, le Royaume-Uni est dans une situation très particulière, tenté d'opter pour une sortie de l'UE.

“ LES PRINCIPAUX
PARTIS POLITIQUES
DOIVENT RÉTABLIR LA
CONFIANCE ET RANIMER
L'EURO-ENTHOUSIASME ”

Si le poids des partis europhobes continue d'augmenter au niveau national, cela pourrait alimenter davantage la tendance à la désintégration européenne. Sans aller jusqu'à la sortie de l'UE, leur influence pourrait davantage se faire ressentir au sein du Conseil européen, au cœur même du processus de prise de décision. De telles conclusions pourraient devenir obsolètes si les principaux partis politiques mettent à profit les mois et les années à venir pour rétablir la confiance dans les institutions européennes et faire des efforts visant à ranimer l'euro-enthousiasme par des discours bien construits et,

plus important encore, par des résultats politiques et économiques tangibles à la fois aux niveaux national et européen.

BIBLIOGRAPHIE

- BBC, « Eurosceptic 'earthquake' rocks EU elections », *News Europe*, 26 mai 2014, .
- Best, Heinrich ; Lengyel, György and Verzichelli, Luca, *The Europe of Elites: A Study into the Europeaness of Europe's Political and Economic Elites*, Oxford University Press, 2012.
- Bertoncini, Yves, « Élections européennes : moins d'abstention, plus de populisme ? », *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, November 2013.
- Bertoncini, Yves et Kreilinger, Valentin, « Quels rapports de force politiques au sein du prochain Parlement européen ? », *Policy Paper No. 102*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, novembre 2013, p. 5.
- Commission européenne – DG Communication, « Eurobaromètre Standard 81 », printemps 2014.
- Debomy, Daniel, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », *Policy Paper No. 90*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, March 2013.
- Groupe Conservateurs et réformistes européens, « About us », 2014.
- Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe, « Charter », 2014.
- Groupe Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique, « The Group », 2014.
- Harmsen, Robert, « On Understanding the Relationship between Populism and Euroscepticism », *Perspectives on European Politics and Society*, vol. 11 no. 3, 2010.
- Henley, Jon, « The enemy invasion: Brussels braced for influx of Eurosceptics in EU polls », *The Guardian*, 28 avril 2014.
- Hirschman, Albert, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard University Press, 1970.
- Kopecký, Petr and Mudde, Cas, « The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe », *European Union Politics*, vol. 3 no. 3, 2002, p. 300.
- Le Figaro*, « Présidentielle 2017 : Marine Le Pen en tête au premier tour dans tous les cas de figure », 5 septembre 2014.
- Mason, Rowena and Syal, Rajeev, "Nigel Farage deal with Polish far-right party 'raises serious questions'", *The Guardian*, 21 octobre 2014.
- Metapolls, « Europe », 2014.
- Rantanen, Teemu, « Finnish Country Report – EU-28 Watch », 2014.
- Surel, Yves, « L'Union européenne face aux populismes », *Bref No. 27*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juin 2011.
- Paul Taggart, « A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, vol. 33 no. 3, 1998.
- Taggart, Paul and Szczerbiak, Aleks, « Parties, positions and Europe: Euroscepticism in the EU candidate states of Central and Eastern Europe », *Opposing Europe*, Sussex European Institute, *Working Paper*, no. 461-38, 2001.
- Taggart, Paul and Szczerbiak, Aleks, « Theorising party-based euroscepticism: problems of definition, measurement and causality », 8^{ème} conférence internationale biannuelle d'études européennes, Nashville, mars 2013.
- Teney, Céline and Helbling, Marc « How Denationalization Divides Elites and Citizens », *Zeitschrift für Soziologie*, vol. 43, no. 4, août 2014, pp. 258–271.
- The Guardian*, « How many seats will UKIP win at the general election? », 14 octobre 2014, DataBlog.
- Traynor, Ian, « Le Pen and Wilders forge plan to 'wreck' EU from within », *The Guardian*, 13 novembre 2013.
- Treib, Oliver, « The voter says no, but nobody listens: causes and consequences of the Eurosceptic vote in the 2014 European elections », *Journal of European Public Policy*, 2014, vol. 21 no. 10, pp. 1541-1554.
- Vida, Krisztina and Szigetvári, Tamás, « Hungarian Country Report – EU-28 Watch ».
- VoteWatch Europe, 2014.

Sur les mêmes thèmes...

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : LE PIÈGE DE L'ABSTENTION

Yves Bertoncini, *Policy Paper No. 110*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mai 2014

DES VISAGES SUR DES CLIVAGES : LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2014

Yves Bertoncini et Thierry Chopin, *Études & Rapports No. 104*, Notre Europe – Institut Jacques Delors / Fondation Robert Schuman, avril 2014

L'IMPACT DE LA MONTÉE DES POPULISTES DANS LE PROCHAIN PARLEMENT EUROPÉEN

Yves Bertoncini, *Vidéo*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, février 2014

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : POUSSÉE POPULISTE, MAIS SURTOUT LUTTE ENTRE PARTIS « MAINSTREAM »

Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2013

QUELS RAPPORTS DE FORCE POLITIQUES AU SEIN DU PROCHAIN PARLEMENT EUROPÉEN ?

Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger, *Policy Paper No. 102*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, novembre 2013

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : MOINS D'ABSTENTION, PLUS DE POPULISME ?

Yves Bertoncini, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2013

L'EU NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy Paper No. 90*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mars 2013

L'UNION EUROPÉENNE FACE AUX POPULISMES

Yves Surel, *Bref No. 27*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juin 2011

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Traduction de l'anglais : Tsao-Yin Tu • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

